

L'UE est enfin débarrassée de ses problèmes!

Avertissement: satire!

(Rl.) Les avantages de l'UE sautent aux yeux. Depuis des mois, on n'entend que de bonnes nouvelles, il n'y a pratiquement plus de problèmes, si ce n'est que l'économie ne tourne pas encore au mieux. Mais soyons honnêtes, où est-ce que tout va bien? On comprend donc facilement pourquoi certains membres du Conseil fédéral suisse ont les mains moites en serrant celle de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen (UvdL).

La facilité avec laquelle elle peut attribuer quelques milliards d'euros pour des contrats internationaux est impressionnante. Pas de va-et-vient inutile impliquant des commissions, des référendums, des conseils, des autorités, des services spécialisés ou des auditeurs. Il suffit de passer une commande par portable: «D'accord, nous en prenons quelques millions.» Et voilà la marchandise livrée. Oui, c'est agréable. Même si cela peut parfois entraîner la perte de certaines données d'un téléphone portable.

Les avantages sont évidents: une action rapide et cohérente s'impose. C'était déjà le marque de reconnaissance d'UvdL lorsqu'elle était encore ministre allemande de la Défense.

UvdL suit une ligne claire: de massives sanctions contre la Russie, point barre; des commandes de plusieurs milliards pour l'industrie de l'armement aux Etats-Unis et en Europe; du gaz de schiste et du pétrole d'Outre-Atlantique; l'industrialisation et l'écologisation systématiques de l'agriculture. Et le dernier projet en date, le meilleur: des informations identiques pour tout le monde grâce au *Digital Services Act*, ou DSA en abrégé. Désormais, les 450 millions de citoyens de l'UE n'ont plus à décider eux-mêmes quelles informations sont pertinentes et quelles ne le sont pas. C'est Bruxelles qui s'en charge. Et c'est bien pratique: plus que des informations de qualité pour tous, plus d'«incertitude» pour la population, plus de discussions futiles.

Pendant le mandat d'UvdL, les scandales et les affaires de corruption qui ne cessent de défrayer la chronique au sein de l'UE ne sont plus d'actualité. On se tourne vers l'avenir et on cesse de se plaindre des problèmes: les parlementaires européens corrompus, le copinage, les liens mafieux... Tout cela n'est plus d'actualité.

En revanche, UvdL a une ligne de conduite cohérente envers les dissidents: notamment les gouvernements hongrois et slovaque et le vainqueur des élections en Roumanie. Pourquoi ne se rallient-ils pas simplement à la nouvelle politique de genre, comme tous les autres?

Et où en serions-nous, si nous entamions des négociations de paix avec *Vladimir Poutine*? – Des pourparlers de paix? Non, elle préfère couper les fonds aux «poutinistes» ou annuler leurs élections. – Bras dessus, bras dessous avec l'OTAN.

Pourquoi ne pas comprendre les positions de nos conseillers fédéraux, de nos cadres, de nos hauts gradés ou de nos chefs d'entreprise, alors que tout pourrait être si simple et facile avec l'UE. Plus d'esprit de clocher, mais une ligne directrice claire. Plus de sempiternelles votations populaires et de négociations interminables. Tout pourrait être si harmonieux, en participant et profitant des avantages infinis de l'«Union»: les mêmes réglementations pour tous, aucune règle particulière avec l'UE et une procédure judiciaire bien définie applicable à tous. Les juges de la CJUE tranchent et basta! C'est aussi simple que ça. Peu importe que le juge vienne de Bulgarie ou de Malte. La décision s'applique de la même manière aux 450 millions de citoyens de l'UE.

Quel membre du Conseil fédéral ne voudrait pas avoir le téléphone portable de la chancelière allemande? Et qui cela dérange-t-il de ne plus pouvoir voter sur le taux d'imposition de sa commune, ou du pourcentage d'insectes contenu dans nos biscuits? Après tout, il n'est pas nécessaire de participer soi-même à toutes les décisions, non?